

ON CONTINUE...

avec l'UFR des industries chimiques CGT

l'édito

Seules les cotisations doivent constituer les recettes pour nos pensions.

Le principe est clair, empreint d'une logique sociale et mathématique inattaquable, celui du salaire socialisé.

Une partie du salaire n'est pas versée directement au salarié, mais prélevée sur son salaire brut sous forme de **cotisations sociales** et redistribuée à lui ou à d'autres travailleurs sous formes de **prestations** (assurance chômage, Sécurité sociale, pensions de retraites) : source Wikipédia, rien de révolutionnaire ou de partisan là-dedans.

PRÈS DE 176 MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES PAR AN POUR LES ENTREPRISES !



C'est un système de : chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins, basé sur le principe de la solidarité et qui fonctionne avec une totale efficacité, sans déficit, à condition qu'on ne s'y attaque pas.

Ce système, modèle social sans concurrence, est bien la cible des libéraux qui voudraient, en supprimant notre Sécurité sociale, y substituer des assurances privées, via une adhésion payante et bien évidemment chère puisqu'il s'agit, pour les assureurs, de dégager des marges conséquentes.

Le gouvernement a déjà commencé son œuvre de destruction massive de nos conquies, en procédant à l'exonération de certaines cotisations patronales, en attribuant des aides sans contrepartie aux entreprises, en supprimant les prélèvements de cotisations chômage et maladie dès 2019. Résultat : les fonds qui entrent dans les caisses vont bien évidemment commencer à manquer pour la redistribution des prestations.

De la même manière, il n'est pas normal de payer, pour sa santé des complémentaires à prix souvent exorbitant alors que la Sécu devrait suffire à assurer tous les soins, comme c'était son but lors de sa création.

Ce système, juste, efficace et jamais perdant doit perdurer. Il n'est pas question que notre protection

sociale tombe aussi bas que celle des États-Unis, où si l'on n'a pas d'affiliation à une assurance privée, on n'est pas soigné.

Pour éviter la catastrophe, la solution c'est davantage de recettes dans les caisses de la Sécu, qui ne seront obtenues qu'en appliquant des mesures telles que :

- **L'augmentation des salaires, et son indexation sur l'inflation.**
- **L'égalité H/F.**
- **Les suppression des exonérations et des aides publiques aux entreprises.**

Si l'on cumule les différents types d'aides publiques aux entreprises (crédits d'impôt, exonérations de cotisations, subventions, etc.), le total s'élève à plus de 176 milliards d'euros par an.

C'est davantage que le déficit public observé depuis des années; une véritable et énorme manne financière (l'équivalent de deux fois le budget de l'Éducation nationale), qui, réinjectée dans un vrai programme social, permettrait aux travailleurs, salariés ou retraités, une vie meilleure. ■

Restez informé : www.fnic-cgt.fr

Sommaire

Une : L'édito • L'action, 62, 64 ans et demain : 66 ans ou plus ? p.2 •

L'information, l'international p.3 • L'agenda, l'orga-le point, le coup de gueule? p.4 •



ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : Emmanuel Lépine

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0124 S 08416

l'action

62, 64 ANS ET DEMAIN : 66 ANS OU PLUS ?

A l'heure actuelle, la principale attaque de nos conquies est la réforme des retraites voulue par le gouvernement pour être, là aussi, en conformité avec les desiderata des financiers de l'Union européenne.

Aujourd'hui, rien ne justifie la précipitation de cette réforme, même contestée par le COR. Cela dit, en ce qui concerne l'âge de départ, c'est une chose, mais le plus important ce sont les annuités qui ouvrent le droit à une pension de retraite pleine et entière. On peut toujours revendiquer la retraite à 60 ans mais s'il faut 43 annuités pour y avoir droit, il ne sera possible de faire valoir ses droits qu'avec des décotes (forcément dissuasifs).

IL EST, POUR NOUS, IMPÉRATIF DE REVENIR AUX 37,5 ANNUITÉS, NOTRE REVENDICATION INITIALE, ET COMME POUR LA SANTÉ, SUPPRIMER LES COMPLÉMENTAIRES POUR N'AVOIR QU'UNE CAISSE DE RETRAITE GÉRÉE PAR LES COTISANTS.



LES MOBILISATIONS SONT ACTUELLEMENT TRÈS IMPORTANTES ET PROMETTEUSES MAIS UN RÉSULTAT POSITIF DE NOS LUTTES NE PEUT OBLIGATOIREMENT S'INSCRIRE QUE DANS LA DURÉE, SOUS DES FORMES À DÉTERMINER.

Nous avons la capacité d'entrer en guerre avec le capital et décrétons la grève générale, en organisant une forme de guérilla avec le blocage des expéditions de toutes sortes, des moyens de transport et toutes autres actions qui nous semblent appropriées.

N'ayons pas la mémoire courte : en effet, le passage de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans voulu par le gouvernement Fillon en 2010 et malgré 14 manifestations d'envergure échelonnées dans le temps du 23 mars 2010 au 23 octobre de la même année a bien été entériné à nos dépens.

La loi avait été adoptée en 2011 sous le gouvernement Sarkozy, avec une augmentation progressive de 4 mois de plus par an pour les personnes nées en 1951 à deux ans de plus pour celles nées en 1956 !

NOTRE EXPÉRIENCE LE PROUVE : SI L'ON NE BLOQUE PAS LE PAYS, ON PEUT TOUJOURS FAIRE DES MANIFESTATIONS D'AMPLEUR, CELA NE SUFFIRA PAS.

SI L'ON VEUT GAGNER, LA GRÈVE RECONDUCTIBLE QUI EST UN INVESTISSEMENT SUR NOTRE FUTUR S'IMPOSE, ET EST INCONTOURNABLE POUR SORTIR VICTORIEUX DE LA BATAILLE.

DANS CETTE BATAILLE, LE RÔLE DES RETRAITÉS EST D'ALLER AIDER ET SOUTENIR LES ACTIFS SUR LES PIQUETS DE GRÈVE.■

l'information

LES TRAVAILLEURS BRITANNIQUES SONT EN GRÈVE POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL, DE SALAIRE, ET L'AMÉLIORATION DES SERVICES PUBLICS.

Enseignants, infirmières, ambulanciers, pompiers, fonctionnaires, professeurs, cheminots, postiers et tant d'autres secteurs mènent une grève depuis plusieurs mois déjà, qui se poursuivra en février et mars.

Le 1^{er} février en particulier a été marquant par son caractère massif avec un ½ million de travailleurs en grève. Convergence des luttes et grèves simultanées dans des secteurs clés de l'économie font actuellement planer le retour possible de la grève générale. Mick Lynch, leader du syndicat ferroviaire, a déclaré : « **Nous sommes la classe ouvrière, et nous sommes de retour** ».

Le mouvement actuel est profondément lié à l'augmentation considérable du coût de la vie – le Royaume Uni ayant connu l'inflation la plus élevée d'Europe en 2022. Des enseignants en sont à devoir choisir entre manger ou se chauffer. Cette situation est aggravée par la destruction des services publics (santé, éducation), résultat de 40 ans de politiques néolibérales. **Le caractère nouveau des grèves, c'est qu'elles impliquent à la fois des secteurs traditionnels de la classe ouvrière mais aussi des secteurs de professions libérales : professeurs d'université, enseignants, médecins, lesquels**

sont non seulement confrontés à une baisse de leur niveau de vie, mais aussi à la perte de l'autonomie qu'ils exerçaient en raison des processus de déqualification et dégradation de leur travail. Après plus de 30 ans de défaites, les enfants et petits-enfants des travailleurs en ont assez.

Le mouvement actuel est souvent très jeune, composé d'hommes et de femmes. Comme en France, le gouvernement tente d'opposer l'opinion publique aux grévistes, lesquels répondent qu'ils se battent pour les salaires, mais aussi pour de meilleurs services publics envers l'ensemble de la population, comme la santé ou les transports.

Le public les soutient massivement.

Le Royaume-Uni possède les lois antisyndicales les plus répressives d'Europe, et compte en faire passer de nouvelles. Il a notamment introduit de nouvelles lois restreignant la possibilité de se mettre en grève pour ses salaires et ses conditions de travail. La « Strike Bill » permettra aux ministres de prendre des mesures dans n'importe quel service au sein de 6 secteurs (santé, éducation, sapeurs-pompiers, douanes, démantèlement nucléaire et transports) obligeant, les grévistes à reprendre le travail. S'ils ne s'y soumettent pas, ils pourront être licenciés et les syndicats subiront de très importantes conséquences. ■

l'international

LE GOUVERNEMENT COMPLICE D'APARTHEID ET D'ASSASSINAT CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN.

En recevant Benjamin Netanyahu, le gouvernement Macron est complice d'apartheid et d'assassinat contre le peuple palestinien.

Netanyahu est le représentant du nouveau gouvernement israélien regroupant les pires aspects de l'oppression sioniste sur le peuple palestinien : accélération de la colonisation en Cisjordanie, ayant abouti récemment à l'assassinat de centaines de Palestiniens.

Expulsion et nettoyage ethnique massif des Palestiniens par le soutien aux colons israéliens. S'y ajoute le renforcement du pouvoir de la Knesset (parlement), actuellement dirigé par l'extrême droite, ou la mise en place d'un projet de renforcement du pouvoir religieux dans l'État. De quoi faire comprendre que ce nouveau gouvernement a, avant, tout pour objectif de renforcer l'ensemble des aspects réactionnaires de l'État d'Israël envers le peuple arabe, mais

aussi contre le peuple juif, notamment avec la menace de retirer leur nationalité aux juifs et arabes accusés d'être déloyaux aux intérêts d'Israël.

Ces projets suscitent des cortèges de manifestations mixtes s'opposant à l'apartheid et souhaitant lutter contre l'interdiction du drapeau palestinien par le gouvernement, un point politique inédit ces dernières années.

Le gouvernement Netanyahu et ses alliés ne sont pas seulement les ennemis des Palestiniens : ils sont les ennemis de l'ensemble des classes populaires.

La lutte contre la présence de l'impérialisme et sa complicité avec l'État d'Israël doit être menée par la classe ouvrière dans les pays qui soutiennent le projet sioniste. **Elle doit soutenir dans son ensemble les jeunes et les travailleurs palestiniens qui luttent quotidiennement contre l'État d'Israël.** ■

L'agenda

- **Prochain Conseil national, le 14 mars 2023.**
- **Conférence UFR : bulletin d'inscription à retrouver notamment dans notre dernier numéro.**

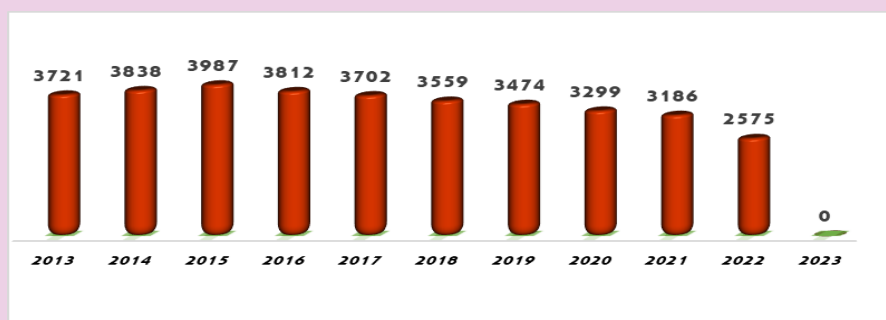
l'orga - le point...

FNI AU 31 JANVIER 2023

Toujours un retard de 113 FNI manquant sur 2021, un seul est rentré en un mois...

Il faut récupérer les cotisations au plus vite en vue de la clôture comptable de l'exercice.

Pour l'exercice 2022, l'effort a un peu payé mais il reste encore pas mal de travail à accomplir pour atteindre un niveau satisfaisant. ■



l'orga - le point...

COUP DE GUEULE!

EXISTERA-T-IL UN JOUR UN REMÈDE, VOIRE UN VACCIN À LA CONNERIE ?

Si tel était le cas, on en injecterait à tous les membres de la Cour suprême américaine et leurs supporters intégristes qui se réjouissent d'avoir interdit l'avortement.

On en mettrait dans les bras des va-t-en-guerre, qui contrôlent les populations à coups de canon, de chars d'assauts, de camps, de colonisation illégale.

Et puis on en inoculerait aux fachos, aux obscurantistes, aux fanatiques de toutes religions, aux machos, aux patrons du CAC 40 qui s'en mettent plein les poches, aux macronistes fiers de leur sujétion à un petit roitelet, à Macron lui-même, à tous ceux qui veulent la retraite à 64 ans ou plus, traitent les

grévistes et les manifestants de fainéants, désossent l'hôpital, ignorent les pauvres dont le nombre ne cesse de croître, laissent une école en vrac, un hôpital en miettes, des prix qui n'en finissent plus de grimper.

**MACRON: DÈRE NOËL DES RICHES...
DÈRE FOUETTARD DES PAUVRES!!!**



On le transfuserait aussi à ceux qui, dans le monde, détruisent la planète, déboisent pour leur seul profit des forêts, se foutent des icebergs qui fondent, de l'eau qui se raréfie, du climat qui suffoque.

**Si seulement...
Le monde s'en porterait tellement mieux. À moins que les patients ne développent des anticorps, bien sûr... ■**